




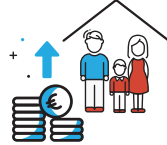











CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

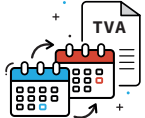

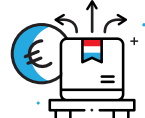



	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
Répondre aux besoins de liquidités immédiats				
	Aide financière non remboursable	Accorder une aide directe d'un montant de 5.000 euros aux entreprises ≤ à 9 salariés, obligées de cesser leur activité suite au règlement modifié du 18 mars 2020	Direction générale des classes moyennes	Micro-entreprises
	Subvention en capital sous forme d'avance	Accorder une aide financière d'un montant max. de 500.000 euros sous forme d'avance remboursable pour couvrir les frais de fonctionnement	Direction générale des classes moyennes Ministère de l'Economie	Secteurs de l'artisanat et du commerce : indépendants, PME, grandes entreprises
	Moratoire accordé par certaines banques sur le remboursement des prêts existants	Reporter le remboursement des crédits pour permettre de mieux faire face aux difficultés de trésorerie	Ministère des Finances Différentes institutions financières	Indépendants PME Grandes entreprises
	Assouplissement des conditions de remboursement des prêts et crédits SNCI	Suspendre le remboursement de capital aux échéances 31 mars et 30 juin pour prêts directs et indirects	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME Grandes entreprises
	Remboursement anticipé de la TVA	Subvenir aux besoins de liquidités par un remboursement anticipé des soldes créditeurs TVA en dessous de 10.000 euros	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)	Indépendants PME
	Versement d'une avance sur les indemnités du congé pour raisons familiales extraordinaire	Avancer une partie du remboursement des salaires que les employeurs doivent continuer à payer aux parents concernés	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), Mutualité des Employeurs, Caisse nationale de santé (CNS)	TPE (y inclus employeurs en nom personnel pour leurs salariés), PME, grandes entreprises
Faciliter le financement bancaire				
	Régime de garantie étatique pour de nouveaux crédits bancaires sur une durée max. de 6 ans pour PME et grandes entreprises	Garantir de nouvelles lignes de crédit bancaire pour lesquelles l'Etat se porte garant à hauteur de 85% pour une enveloppe totale de 2,5 mia d'euros	Ministère des Finances Ministère de l'Economie	PME Grandes entreprises
	« Financement Spécial Anti Crise - FSAC » via la banque de l'entreprise et la SNCI	Couvrir des besoins de financement en relation avec la crise actuelle via des prêts indirects d'un montant entre 12.500 et 16 mio euros	Banques de l'entreprise ensemble avec la Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME Grandes entreprises

CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
(suite)				
	Financement sur 5 ans en faveur de la mutualité des P.M.E. et de la mutualité de cautionnement	Permettre aux mutualités des chambres professionnelles d'élargir les garanties fournies aux PME	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME
	« Garanties* PME » en collaboration avec les banques actives dans le financement des entreprises	Mettre à disposition des garanties pour l'obtention par les PME de nouvelles lignes de fonds de roulement auprès des banques	Société Nationale de Crédit et d'Investissement (SNCI)	PME
Maintenir l'emploi				
	Chômage partiel pour cas de force majeure	Eviter des licenciements par une prise en charge par l'Etat de l'indemnité de compensation à hauteur de 80% des salaires selon une procédure accélérée permettant le versement d'avances	Ministère de l'Economie Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	Salariés PME Grandes entreprises asbl
Promouvoir le travail à distance				
	Imposition modifiée du télétravail pour les salariés frontaliers belges et français	Permettre aux frontaliers de travailler pendant la crise depuis leur domicile sans que la rémunération afférente ne soit imposée dans leur pays d'origine	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
Étaler les paiements liés aux échéances fiscales pour pallier aux besoins de liquidité				
	Annulation des avances fiscales des deux premiers trimestres 2020	Accorder d'office les demandes d'annulation des avances en matière d'impôt pour les 2 premiers trimestres de 2020. Sont visés l'impôt sur le revenu (des collectivités) et l'impôt commercial communal	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
	Délai de paiement d'échéances fiscales de 4 mois	Accorder d'office les demandes de report du paiement (sans intérêts) de l'impôt sur le revenu, de l'impôt commercial communal et de l'impôt sur la fortune	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises
	Report de la remise des déclarations d'impôt	Fixer la date-limite pour la remise des déclarations d'impôt pour les personnes morales et physiques au 30 juin 2020	Administration des contributions directes (ACD)	Indépendants PME Grandes entreprises Personnes physiques

*Sous réserve de l'accord du régulateur

CORONAVIRUS COVID-19 // PROGRAMME DE STABILISATION DE L'ÉCONOMIE

	MESURE	OBJECTIF	ORGANISME(S)	CIBLES(S)
(suite)				
	Dépassement de la date-limite de dépôt pour les déclarations de TVA	Renoncer à des sanctions administratives en cas de dépassement de la date-limite de dépôt des déclarations de TVA, la TABO, les déclarations de succession et les actes notariés et d'huissier	Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)	Indépendants PME Grandes entreprises
Bénéficiaire de la tolérance administrative au niveau des cotisations sociales				
	Flexibilité accrue pour le paiement des cotisations sociales	Offrir une souplesse en matière de la gestion de la trésorerie et du paiement des cotisations sociales	Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)	Indépendants TPE PME Grandes entreprises
Bénéficiaire des mesures d'aide à l'exportation pour soutenir les entreprises exportatrices				
	Renforcement des mesures d'aide à l'exportation et au développement à l'international	Soutenir davantage les entreprises qui exportent et qui font de la prospection à l'international, y compris vers les marchés touchés par le coronavirus	Office du Ducroire (ODL)	Certaines professions libérales Micro-entreprises PME Grandes entreprises
Protéger juridiquement l'entreprise en difficulté				
	Suspension de l'obligation d'effectuer l'aveu de cessation de paiement entraînant la faillite	Dispenser l'entreprise de l'obligation d'effectuer l'aveu de faillite lorsqu'elle ne dispose pas de liquidités suffisantes	Ministère de la Justice	Commerçants Sociétés commerciales
	Suspension de l'exécution forcée des déguerpissements ordonnés pour les baux à usage d'habitation ainsi que ceux ordonnés en matière de bail commercial	Protéger les locataires pendant la période de crise de l'exécution forcée immédiate du déguerpissement	Ministère de la Justice	Tous les locataires bénéficiaires d'un bail commercial
Soutenir le secteur culturel				
	Mesures de soutien en faveur des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle et salariés du secteur culturel	Accorder des mesures sociales supplémentaires, garantir des subsides pour des projets annulés et accorder le chômage partiel aux salariés du secteur	Ministère de la Culture	Artistes professionnels indépendants, intermittents du spectacle et salariés du secteur culturel